

NP 2024 - AR - 005 R

ARRÊTÉ NON PERMANENT

RESTRICTION DE STATIONNEMENT SUR L'AVENUE MOLIERE-AVENUE CARNOT-
AVENUE MICHELET-AVENUE SCHWEITZER-ROND-POINT DE LA CHASSE -
BOULEVARD DE VERDUN-PLACE JEAN JAURÈS

Le Maire de BEAUCHAMP,

Vu le code général des collectivités territoriales, notamment les articles L2212-2 et L 2213-1

Vu le code général de la propriété des personnes publiques, et notamment les articles L 212-1 à L2122-4 et L 3111-1,

Vu le code de la voirie routière, et notamment les articles L 113-2, L 115-1, L 141-10, L 141-11 et L 141-12,

Vu le code de l'urbanisme notamment dans ses articles L 421-1 et suivants,

Vu le code de la route et l'instruction interministérielle sur la signalisation routière (livre I – 8è partie – signalisation temporaire – approuvée par l'arrêté interministériel du 6 novembre 1992 modifié),

Vu le règlement de voirie communale approuvé par délibération du Conseil municipal du 28 Juin 2010, relatif à la conservation du domaine public,

Vu l'institution des tarifs pour l'occupation du domaine public approuvé par délibération du Conseil municipal en date du 18 février 2016 et du 18 juin 2020.

Vu l'état des lieux,

Considérant la demande de permission de voirie en date du 10 janvier 2024, émanant de la société BELBEOC'H 78 située 8 rue des Hauts Reposoirs 78520 LIMAY, relative aux travaux d'élagage sur l'ensemble de la commune de Beauchamp.

Il importe de prendre des mesures pour assurer la sécurité des ouvriers, des autres personnes chargées de leur réalisation, des usagers des voies publiques et régler la circulation et le stationnement.

ARRETE :

Article 1 La société BELBEOC'H 78 est autorisée à intervenir depuis le domaine public sur les avenues suivantes du 22 janvier 2024 au 25 mars 2024 :

- Avenue Molière
- Rond-Point de la Chasse
- Avenue Schweitzer
- Avenue Carnot
- Place Jean-Jaurès
- Boulevard de Verdun
- Avenue Jules Michelet

- Article 2** Pendant la durée des travaux, de 6h00 à 13h30, le stationnement sera interdit et considéré comme gênant (articles R 417-9, R 417-10 et suivants du code de la route) aux droits des chantiers en fonction de leur avancement. La société BELBEOC'H 78 devra afficher l'arrêté 48h avant le début des travaux de manière visible aux abords des emplacements de stationnement. Tout véhicule en stationnement gênant sera susceptible d'être conduit en fourrière aux frais de son propriétaire
- Article 3** La circulation des piétons devra être maintenue sur le trottoir et toutes dispositions devront être prises pour assurer la sécurité des riverains.
- Article 4** La fourniture, la pose et l'entretien des panneaux de signalisation verticale réglementaire indiquant les dispositions instituées par le présent arrêté, seront à la charge de la société BELBEOC'H78 et sous la surveillance de la police municipale. La chaussée sera laissée propre et remise en état.
- Article 5** La signalisation du chantier sera conforme aux arrêtés interministériels du 5 et 6 novembre 1992 sur la signalisation routière. Les agents évoluant sur le chantier seront porteurs d'un vêtement de signalisation à haute visibilité, conforme à la norme EN 471 de classe 2 ou 3. Toutefois, les intervenants de courte durée peuvent se contenter d'un vêtement de classe 1.
- Article 6** Le présent arrêté sera affiché 48 heures avant le commencement des travaux par la société BELBEOC'H 78
- Article 7** Mme le Maire, M. le Commissaire de police d'Ermont, la police municipale et tous les agents de la voie publique seront chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté dont copie sera adressée au centre technique municipal. Notifié à : BELBEOC'H 78
- Article 8** Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours administratif devant Mme le Maire de Beauchamp dans un délai de deux (2) mois à compter de sa publication électronique sur le site Internet de la commune. Un recours contentieux peut également être introduit devant le tribunal administratif de Cergy-Pontoise sis 2-4, boulevard de l'Hautil à Cergy-Pontoise (95027), dans un délai de deux (2) mois à compter de la publication de l'arrêté ou à compter de la décision de l'administration si un recours administratif a été préalablement déposé. Le tribunal administratif peut être directement saisi par l'intermédiaire de l'application « télérecours citoyen », accessible à partir du site Internet : www.telerecours.fr.

Pour le Maire et par délégation,
Le Conseiller Municipal,

Alain PERRIN



La Mairie certifie que cet arrêté a été mise en ligne sur le site de la ville le 15 JAN 2024